

Validé par François HOLLANDE, il ne fait pas appel aux finances directes des sociétés concessionnaires d'autoroutes (SCA) puisqu'il sera financé par les usagers via une augmentation supplémentaire des péages de l'ordre de 0,3 et 0,4% par an entre 2018 et 2020 et en mettant à contribution les collectivités locales.

Cependant, il est à noter que ce plan est bien inférieur aux aspirations des SCA qui revendiquaient des projets à hauteur de 10 milliards d'€. Mais il fait suite au plan de relance autoroutier de 3,2 milliards d'€ déjà engagé par l'Etat en faveur des SCA en contrepartie de l'allongement de leur durée de concession.

Plan de relance que la CGT conteste car il représente une gabegie financière et contribue à accentuer la situation de rente des SCA. En effet si l'Etat avait emprunté aux taux du marché et fait réaliser lui même les travaux, il aurait pu engager pour le même coût plus de 8 milliards de travaux.

De nouveaux cadeaux aux SCA et une pression fiscale supplémentaire pour les contribuables

Cette fois, le financement par des augmentations supplémentaires des péages entre 2016 et 2023 viendra en supplément des hausses prévues par les contrats juteux des SCA.

Non seulement ce plan viendra alimenter les trésoreries de SCA qui n'en finiront pas de faire des profits pour les redistribuer à leurs actionnaires mais viendront en plus grever les budgets des collectivités déjà étranglées par la baisse des dotations de l'Etat qui n'auront d'autres choix que d'augmenter les impôts.

Une autre solution existe : un véritable service public routier !

D'autres solutions existent pour entretenir, améliorer, développer les réseaux routiers et autoroutiers ainsi que d'autres modes de transports moins émetteurs de gaz à effet de serre.

Ces solutions revendiquées par la CGT passent par une redistribution de la richesse et en créant un véritable service public routier :

- **Mettre fin aux contrats des sociétés concessionnaires d'autoroutes et à leur situation de rentes (entre 8 et 10% de taux de rendement interne avec une inflation quasi nulle).**
- **Renationalisation des SCA et réunification du réseau routier et autoroutier.**
- **Garder une maîtrise publique et des services assurés par des agents publics.**
- **Utilisation des profits réalisés par les péages pour l'entretien, le développement des réseaux et d'autres modes de transports moins émetteurs de gaz à effet de serre.**
- **Faire payer le juste coût du transport et favoriser les circuits courts.**
- **S'appuyer sur un pôle financier public indépendant des marchés financiers.**

**La route n'est pas une marchandise
c'est un service public !**

**Ce plan est inacceptable car il fait payer 2 fois le
contribuable et l'utilisateur pour engendrer une nouvelle
fois des profits pour les SCA !**

**Le Président de la République
annonce la création de 5000 emplois**
dans le BTP générés par les futurs
travaux à venir.

**Ils ne suffiront pas à combler les
emplois perdus** dans ce secteur qui
subit la baisse de l'investissement
public assuré par les collectivités
territoriales ainsi que la baisse du
pouvoir d'achat des ménages.

Cela ne suffira pas non plus à
compenser la perte d'emplois dans les
SCA qui malgré le CICE (Crédit
d'impôt pour la compétitivité et
l'emploi) ont entre autres, supprimé la
plupart des péagistes.